



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse

REVUE DE PRESSE
DU SERVICE INFORMATION ET PRESSE

Lancement de la Présidence luxembourgeoise du Sommet de la Grande Région 2017-2018 mercredi 8 février 2017

Veillez noter que l'accès à nos revues de presse est strictement personnel et confidentiel.
Par conséquent, votre LOGIN et votre PASSWORD ne peuvent être utilisés par des tiers sous aucun prétexte.
Les articles ne peuvent être diffusés à des personnes qui ne font pas partie de l'Administration.
Tout abus constaté par le SIP sera sanctionné par un blocage de votre accès !

Table des matières

„Eine bürgernahe Großregion“ Luxemburger Wort du vendredi 3 février 2017	1
Une présidence citoyenne LE QUOTIDIEN du vendredi 3 février 2017 / Claude Damiani	2
«Une Grande Région encore plus soudée» Lëtzebuenger Journal du vendredi 3 février 2017 / Claude Karsser	4
Deux ans de présidence de la Grande Région pour agir L'essentiel du vendredi 3 février 2017 / Jonathan Vaucher	6
Luxemburg übernimmt Vorsitz tageblatt du vendredi 3 février 2017	7
Mea culpa sur la Grande Région paperjam.lu du jeudi 2 février 2017 / Jonas Mercier	8

„Eine bürgernahe Großregion“

Luxemburg. „Eine bürgernahe Großregion“ – unter diesem Motto steht der zweijährige Vorsitz Luxemburgs. U. a. Premier Xavier Bettel war anwesend, als Corinne Cahen, Ministerin für die Großregion, den Vorsitz des Großherzogtums lancierte. „Wir möchten die Kommunikation gezielt weiterentwickeln, damit die in der Großregion durchgeführten Aktionen in der Bevölkerung besser wahr- und angenommen werden“, hatte die DP-Politikerin Ende 2016 beim Stabwechsel in Arlon angekündigt.

Une présidence citoyenne

Le Luxembourg a officiellement lancé sa présidence du Sommet de la Grande Région, hier. Rapprochement entre citoyens et lutte contre le chômage des jeunes en seront les lignes directrices.

«Le succès de la Grande Région dépend du succès de l'Union européenne. Nous sommes, en effet, en présence d'une dynamique complémentaire», a déclaré le Premier ministre, Xavier Bettel, à l'occasion du lancement de cette présidence. Avant pour le chef du gouvernement de sauter dans un avion à destination de La Valette pour le sommet européen de Malte qui se tient aujourd'hui.

De notre journaliste
Claude Damiani

Le parallèle fait entre Grande Région et UE est loin d'être anodin : en effet, selon Xavier Bettel, «la Grande Région constitue un modèle et une source d'inspiration». Et ce n'est certainement pas sa ministre à la Grande Région, Corinne Cahen, qui le contredirait, elle qui détient également le portefeuille de l'Intégration.

Car la Grande Région est, avant tout, une histoire d'intégration des différentes populations la composant et, de surcroît, «une sorte de laboratoire européen», selon les termes de la ministre. Un genre d'Union européenne à petite échelle, en somme, au sein de laquelle on cultive des valeurs communes, telles que le rejet de l'intolérance, des extrémismes ou de la xénophobie et ce, au nom de la paix et du vivre ensemble.

Après avoir posé les jalons du cadre général dans lequel s'inscrira la présidence luxembourgeoise de cette institution que représente le Sommet de la Grande Région, Corinne Cahen est passée au volet des annonces concrètes. La lutte contre le chômage des jeunes, en premier lieu, sera l'un des axes prioritaires de cette présidence.

Trois projets phares, s'adressant à des jeunes en difficulté, ont ainsi été présentés à tour de rôle. Il s'agit des programmes «Training without borders», axé sur la formation professionnelle, «Urban Art», qui se focalise sur l'expression artistique des jeunes en milieu urbain, et «Volontariat écologique» qui, lui, fait la part belle à l'engagement civique. Tendre la main aux jeunes qui n'ont pas été gâtés par la vie : tel est le fil rouge de cette mission d'assistance, à laquelle différents lycées de la Grande Région participent, dont le lycée technique de Bonnevoie (LTB).

Dans cet esprit global de volonté d'aider cette jeunesse cassée par la vie, la présidence luxembourgeoise s'attachera à «rapprocher la Grande Région des citoyens et vice versa», dans un souci de favoriser le dialogue transfrontalier dès le plus jeune âge. Et le gouvernement compte bien intégrer l'apprentissage des nouvelles technologies de

l'information et de la communication autour de ce dialogue citoyen.

Car les enjeux de la numérisation feront partie intégrante de ces échanges qui s'affranchiront des frontières étatiques, comme l'ont souhaité les pères fondateurs de l'Europe, à l'époque de la CECA et de la CEE.

➤ Une forte dimension parlementaire

Suivant cet objectif de dialogue citoyen prôné, le gouvernement envisage la mise en place d'une assemblée parlementaire pour jeunes. Si ce projet est encore en gestation, la dimension parlementaire interrégionale chez leurs aînés est, elle, déjà bien réelle. En effet, comme l'a rappelé la vice-présidente de la Chambre des députés, Simone Beissel, cette fonction est assurée par le Conseil parlementaire interrégional (CPI), que le premier citoyen du pays, Mars Di Bartolomeo, présidera durant deux ans. Les questions afférentes à la mobilité transfrontalière, à l'énergie, au social, au logement, ou encore à la fiscalité, y seront débattues, «même si certaines de ces questions risquent de fâcher!», a prévenu la doyenne de la Chambre des députés, en faisant certainement allusion à des sujets sensibles tels que Cattenom ou Tihange. Mais s'il s'agit de «se fâcher» avec ses voisins pour le bien de la Grande Région, pourquoi ne pas foncer? Bonne présidence!

Péage, populisme, fiscalité et Grand Est : c'est aussi cela la Grande Région

«Non aux autoroutes payantes en Allemagne!»

Werner Schreiner, chargé de la collaboration transfrontalière par la ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat, Malu Dreyer (tous deux SPD), a réitéré son rejet du projet de péage sur les autoroutes allemandes (sous la forme d'une vignette), si celui-ci ne

devait pas prévoir d'exceptions ou de règles spécifiques pour le trafic transfrontalier. «Les Länder de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, mais également du Bade-Wurtemberg s'opposent au projet du ministre Alexander Dobrindt (CSU) et je ne pense pas que ce projet passera sous la législature actuelle», a-t-il estimé.

«La Grande Région doit s'opposer aux populismes»

Le ministre des

Finances et des Affaires européennes du Land de Sarre, Stephan Toscani (CDU), a lui souligné que la Grande Région devait avoir l'ambition de continuer à se développer et de s'engager contre la montée des populismes d'extrême droite. «La Grande Région doit clairement s'opposer aux populismes», a-t-il déclaré. Interrogé sur le nouveau voisin de la Sarre, à savoir la région Grand Est, le ministre a jugé qu'il s'agissait-là d'«une chance d'avoir enfin un seul

partenaire, en vue de se rapprocher encore davantage».

«Il faut des réponses au niveau du droit fiscal»

Si président du conseil départemental de la Moselle, Patrick Weiten (UDI), estime que «la mobilité est un énorme problème dans la Grande Région», il est également d'avis qu'il faut trouver des solutions à d'autres niveaux, à savoir dans les domaines du droit fiscal, du droit social et du droit des entreprises. «Il faut trouver des réponses à ces questions», a-t-il suggéré. Avant, pour l'ancien maire de Yutz, d'appeler ses partenaires à «répondre aux exigences de la jeunesse, afin qu'elle se sente bien au sein de la Grande Ré-

gion et qu'elle se sente également européenne». **«Une chance magnifique de participer au sommet»**

Pour le préfet de la nouvelle région Grand Est, Stéphane Fratacci, le lancement officiel de la présidence s'apparentait forcément à une grande première. En effet, la nouvelle région française, qui regroupe l'Alsace, la Lorraine et la Champagne-Ardenne, «découvre» les attraits de la Grande Région. «Il s'agit d'une chance magnifique de participer au sommet, de par l'opportunité pour le Grand Est de réaliser le "trait d'union" entre l'espace rhénan et la Grande Région», s'est-il réjoui, avant d'appeler au «rapprochement des citoyens».

«Le sommet est entre de bonnes mains!»

René Collin, le ministre wallon de l'Agriculture, délégué à la représentation à la Grande Région (cdH), s'est dit particulièrement confiant concernant le passage de témoin de la présidence du sommet de la Grande Région, le 1^{er} janvier dernier (entre la Wallonie et le Grand-Duché), notamment car «le Luxembourg a toujours été à la pointe du projet européen». Dans ce sens et par mimétisme, il estime que la présidence du sommet de la Grande Région «est entre de bonnes mains» et, que «l'ambition de la ministre Corinne Cahen est légitime».



De g. à dr. : Stéphane Fratacci, Werner Schreiner, René Collin, Jean-Luc Bohl, Corinne Cahen, Mathieu Klein, Xavier Bettel, Patrick Weiten, Stephan Toscani et Philippe Ledent.

Photo : fabrizio pizzolante

«Une Grande Région encore plus soudée»

Le Luxembourg affiche un programme ambitieux pour sa présidence du Sommet de la Grande Région

LUXEMBOURG

CLAUDE KARGER

Et... battez tambours: c'est au son de ces instruments et de xylpophones qu'à été lancée officiellement hier après-midi aux Rotondes près de la Gare centrale la présidence luxembourgeoise du Sommet de la Grande Région. Après la Wallonie, le Grand-Duché sera en 2017 et 2018 le moteur de cette région de près de 15 millions d'habitants (en comptant l'ensemble de la nouvelle région française Grand Est) au coeur de l'Union Européenne, avant de passer le relais à la Sarre.

Devant de très nombreux invités, le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel a ouvert le bal des orateurs en vantant le dynamisme de la Grande Région où se concrétiseraient le mieux tous les atouts de l'Union Européenne. Les partenaires - Luxembourg, Wallonie, Rhénanie-Palatinat, Sarre et Grand Est français - auraient réussi à passer outre les clivages qui ont marqué la région pendant des siècles pour construire un modèle de l'intégration européenne. Au point où «on ne peut plus s'imaginer aujourd'hui le retour des frontières». Pourtant, des responsables politiques dans de nombreux pays en souhaiteraient le retour aujourd'hui. C'est avec ce constat que Corinne Cahen, la ministre luxembourgeoise à la Grande Région a ouvert son discours. «Notre projet est différent. Nous voulons supprimer les murs et réduire les obstacles. Vivre en paix, vivre ensemble, voilà notre but», a-t-elle martelé, appelant de ses voeux une coopération encore plus étroite dans la Grande Région, gage aussi d'ouverture d'esprit, d'attractivité comme lieu de vie, de prospérité et de compétitivité. «La Grande Région c'est une histoire commune, c'est aussi des dizaines de milliers d'histoires d'amour», a souligné Corinne Cahen.

«La Grande Région, c'est un état d'esprit»

La présidence luxembourgeoise du Sommet de la Grande Région s'est donnée comme priorité de rapprocher le concept encore abstrait à bien des égards du citoyen et surtout des jeunes. Et cela par des projets concrets. En leur permettant par exemple de réaliser des apprentissages en mode transfrontalier ou d'augmenter autrement leurs chances pour décrocher un emploi. Un exemple dans cet esprit est le projet «Training without borders» qui implique la France, la Belgique et le Luxembourg dans l'ambition de créer pour les jeunes à risque de décrochage scolaire ou déjà décrocheurs, un espace de formation à l'échelle de la Grande Région qui soit en adéquation avec les besoins réels des entreprises, afin d'augmenter leur employabilité et leur intégration sociale et culturelle. A noter que des discussions pour créer une assemblée des jeunes de la Grande Région est en cours. A propos culture: sans doute que la Grande Région, qui compte 20 sites inscrits au patrimoine culturel mondial de l'UNESCO pourra briller lors de l'année européenne du patrimoine culturel en 2018. Renforcer les ponts dans de nombreux domaines et en jeter de nouveaux, voilà l'ambition de la présidence luxembourgeoise pour obtenir une «Grande Région encore plus soudée», comme l'a formulé Corinne Cahen. Certain de remettre «la présidence de la Grande Région entre de bonnes mains», René Collin, ministre wallon à la Grande Région lui a en tout cas assuré tout son soutien. Simone Beissel, vice-présidente de la Chambre des Députés luxembourgeoise a de son côté détaillé les dossiers au programme du Conseil parlementaire interrégional: logement, jeunesse, coordination de la fiscalité et des régimes sociaux... «Nous pouvons démontrer que la Grande Région est indispensable», a-t-elle souligné. Quant à Philippe Ledent, vice-président du Conseil Economique et Social de la Grande Région, qui réunit les partenaires sociaux au-delà des frontières, il a eu ce mot: «la Grande Région, c'est un état d'esprit et nous avons besoin de «believers»». ●

TABLE RONDE

Grand Est, «Maut», langues et jeunes

Corinne Cahen, Jean-Luc Bohl, René Collin, Stéphane Fratacci, Mathieu Klein, Werner Schreiner, Stephan Toscani, Patrick Weiten et Oliver Paasch (Ministre-président de la communauté germanophone de Belgique; pour les titres des autres personnes citées, voir légende photo à gauche) se sont échangés en fin de cérémonie lors d'une table ronde modérée par le journaliste Christophe Langenbrink sur différents sujets comme la place de la nouvelle région française Grand Est dans la Grande Région. Stéphane Fratacci, qui en est le préfet, l'a présentée comme un trait d'union entre l'espace rhénan et la Grande Région propice à un échange encore plus intense avec les pays voisins. Un avis que partage le Sarrois Stephan Toscani que le modérateur a par ailleurs prié de prendre position sur le nouveau système de péage que compte introduire le gouvernement allemand. «Ce n'est pas une aide pour l'échange transfrontalier», a souligné Toscani, rejoint par Werner Schreiner, dont la patronne, la Ministre-présidente de Rhénanie-Westphalie, Malu Dreyer, a elle aussi

vivement critiqué la «Maut». Dreyer est présidente du Conseil des «Länder» allemands qui doit encore y donner son aval. «Je ne crois pas que le péage sera encore pour cette législature», estime Schreiner. Les parlementaires allemandes auront lieu en septembre. Alors que Mathieu Klein a souligné l'importance du soutien au multilinguisme dans l'ensemble de la Grande Région, Oliver Paasch a insisté comme d'autres sur le fait qu'il faut des projets concrets en particulier pour les jeunes pour qu'ils rejoignent ce projet de paix qu'est la Grande Région. La Maison de la Grande Région à Esch-sur-Alzette inaugurée en juin 2015 en est un pôle important. Il se verra doté d'un «espace citoyen» a annoncé Corinne Cahen qui y vise l'organisation d'une série de forums thématiques.

CLK



Xavier Bettel: «La Grande Région est un modèle de l'intégration européenne»



Une partie des décideurs politiques de la Grande Région: Stéphane Fratacci, préfet du Grand Est, Werner Schreiner, délégué de la Ministre-présidente de Rhénanie-Westphalie à la coopération transfrontalière, René Collin, ministre wallon à la Grande Région, Jean-Luc Bohl, 1er vice-président du Grand Est, Corinne Cahen, ministre luxembourgeoise à la Grande Région, Mathieu Klein, président du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, Xavier Bettel, Premier ministre luxembourgeois, Patrick Weiten, président du Conseil départemental de Moselle, Stephan Toscani, ministre sarrois aux finances et aux affaires européennes et Stéphane Perrin, vice-président du Conseil départemental de la Meuse (de g. à d.)

Deux ans de présidence de la Grande Région pour agir

LUXEMBOURG La Wallonie a passé au Luxembourg le relais de la présidence de la Grande Région.

Depuis jeudi, le Luxembourg préside la Grande Région pour deux ans. Les débuts aux Rotondes ont ainsi donné l'occasion à tous les exécutifs de vanter les bienfaits de l'Europe, et «de son laboratoire, la Grande Région».

La ministre luxembourgeoise à la Grande Région, Corinne Cahen, et le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, ont d'abord rappelé que la tendance est de «construire des murs pour diviser».

Ils ont ensuite expliqué: «Nous, nous cassons des murs

depuis 60 ans, il est fondamental de coopérer». Pour promouvoir cet espace commun, le Luxembourg a dévoilé les axes de sa présidence.

La promotion du multilinguisme, dès la petite enfance, comme le Luxembourg le fait déjà, et qui inspire le Grand Est français. L'accent porté sur les jeunes. C'est dans cette optique qu'un accord sur la formation a été conclu en 2014. L'initiative «Training without border» pour les jeunes fragilisés de trois pays n'attend plus que ses partenaires allemands.

La Grande Région veut aussi s'adapter à la digitalisation de l'emploi, promouvoir le tourisme, mais surtout travailler la mobilité. «C'est un énorme problème», a martelé René

Collin, ministre wallon à la Grande Région. «François Bausch élabore un projet de covoiturage, une plateforme sur Internet qui va être lancée en septembre», dit Corinne Cahen. Quant à la vignette alle-

mande, «ce n'est pas un service rendu aux frontaliers. Il faudra des exceptions», ajoute Werner Schreiner, chargé de la coopération transfrontalière pour la Rhénanie-Palatinat.

JONATHAN VAUCHER



Les responsables de la Grande Région se sont retrouvés jeudi.

Luxemburg übernimmt Vorsitz

GROSSREGION Programm vorgestellt

Luxemburg hat für 2017 und 2018 die Präsidentschaft über den „Gipfel der Großregion“ übernommen. Die letzten zwei Jahre hatte die Wallonie den Vorsitz inne.

Mit den Resultaten des Gipfels der Großregion in Arlon (das *Tageblatt* berichtete) will man mit

den anderen Mitgliedern weiter die grenzübergreifende Zusammenarbeit fördern.

Wesentliches Thema der Präsidentschaft wird die Bürgernähe und Integration der Bürgerinnen und Bürger darstellen. Dazu wurden bereits zwei Schwerpunkte definiert:

- Die Großregion: ein Lebensraum im Dienst der Bürgerinnen und Bürger

- Die Großregion: ein Lebensraum der Zukunft.

Mit 219.000 täglichen Grenzgängern stellt die Großregion den größten grenzüberschreitenden Binnenmarkt innerhalb der EU dar. Davon kommen allein 150.000 Pendler täglich nach Luxemburg. siw



Foto: Fabrizio Pizzolante

Die luxemburgische Präsidentschaft wurde gestern mit einem Festakt in den Rotunden eingeleitet

Mea culpa sur la Grande Région

Par Jonas Mercier

La présidence luxembourgeoise de la Grande Région a été officiellement lancée jeudi aux Rotondes. L'occasion pour Corinne Cahen de rappeler que son mandat s'intéressera avant tout aux citoyens. Mais aussi pour ses voisins belges, français et allemands de reconnaître les lacunes de cette entité, qui reste trop vague pour beaucoup.

Près de 500 personnes sont venues assister jeudi aux Rotondes au passage de relais entre la Wallonie et le Grand-Duché pour diriger durant les deux prochaines années la Grande Région. Luxembourgeois, Wallons, Français et Allemands avaient fait le déplacement. Tout le monde était d'accord qu'en ces temps difficiles, ce «petit laboratoire européen» devait devenir un modèle et une source d'inspiration pour d'autres régions.

«Notre projet est différent, très différent de celui proposé par les extrémistes. Nous ne voulons pas construire des murs, mais les détruire, supprimer les frontières une bonne fois pour toutes», a lancé Corinne Cahen, la ministre luxembourgeoise qui portera cette présidence.

Pourtant, tout le monde s'accorde à dire que la Grande Région, qui a été créée en 1995, manque cruellement de substance et, loin d'unir les 11,5 millions d'habitants qu'elle embrasse, les rend au mieux indifférents. «C'est pour cela que notre présidence sera placée sous le signe de la proximité et de l'intégration de ses citoyens à travers des projets plus visibles et plus tangibles», a souligné le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel.

Refuser la vignette allemande

Le transport, le travail et l'éducation seront donc les trois axes sur lesquels se concentrera la présidence luxembourgeoise, a assuré Corinne Cahen. Mais aussi la culture qui, à travers le projet Urban Art, a montré qu'elle était vectrice d'unification. Ou encore le tourisme, qui n'est pas suffisamment mis en valeur et pourrait devenir un secteur économique bien plus profitable. «Il existe dans la Grande Région plus de 20 sites répertoriés au patrimoine mondial de l'Unesco», a d'ailleurs rappelé Mme Cahen.

Mais ce passage de témoin a aussi été l'occasion de soulever des problèmes bien plus tangibles et de poser la question du rôle concret que pourrait également avoir la Grande Région. Par exemple sur le projet allemand d'instaurer une vignette automobile pour les étrangers qui circulent sur son territoire. «Nous avons demandé une exemption pour notre région», a expliqué Stephan Toscani, ministre des Finances du Land de Sarre. «Nous ne laisserons pas faire cela. Je pense d'ailleurs que ce projet ne se fera nulle part en Allemagne», a renchéri le représentant de la Rhénanie-Palatinat, Werner Schreiner.

Trouver un nouveau nom

Côté français, c'est la création de la nouvelle région Grand Est qui a soulevé des interrogations. Car dans cette nouvelle configuration territoriale, la partie française de la Grande Région est désormais la plus vaste et la plus peuplée, à la région Lorraine s'étant ajoutées celles de l'Alsace et de la Champagne-Ardenne. «Cette nouvelle entité va prendre toute sa place dans la Grande Région», a voulu rassurer son vice-président, Jean-Luc Bohl. «Non seulement nous allons poursuivre nos relations avec nos partenaires belges, luxembourgeois et allemands, mais nous allons les optimiser», a renchéri Mathieu Klein, le président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle.

Pour la partie wallonne, c'est le nom de la Grande Région qui pose problème. Trop vague pour René Collin, le ministre wallon en charge de la présidence entre 2015 et 2016. «Nous devons populariser la Grande Région auprès des jeunes, et pour cela il faudrait trouver un nouveau nom.»

Le chantier est donc vaste pour Corinne Cahen et les questions encore nombreuses. Mais l'ambition de faire avancer les choses semble bien là. Et pour commencer cette présidence du bon pied, la réception s'est terminée par un pot de l'amitié, autour de bières luxembourgeoises et d'une exposition mettant tous les atouts de la Grande Région en avant.



Le transport, le travail et l'éducation, mais aussi la culture et le tourisme sont à l'agenda des deux années de présidence luxembourgeoise de la Grande Région.

(Photo: Jan Hanrion)